



Demande de permis d'urbanisme portant sur des travaux techniques

CADRE RESERVE A LA COMMUNE OU AU FONCTIONNAIRE DELEGUE

Demandeur

.....

Objet de la demande

.....

Référence dossier

.....

Indice A - Date 20/06/2022

Modifications et compléments suite à l'avis d'incomplétude Réf. DIC/CH011/2022-0006 du 01/02/2022

Cadre 1 - Demandeur

Personne physique

Nom : Prénom :

Adresse

Rue : n° boîte.....

Code postal : Commune : Pays :

Téléphone : Fax :

Courriel :

Personne morale 1

Dénomination ou raison sociale : **Colim**

Forme juridique : **S.A.**

Adresse

Rue : **Chaussée d'Enghien n° 196** boîte /

Code postal : **1500** Commune : **Halle** Pays : **Belgique**

Téléphone : **02 360 10 40** Fax : /

Courriel : **vergunningen@colruytgroup.com**

Personne de contact

Nom : **Stroobant** Prénom : **Christophe**

Qualité : **Responsable expansion**

Téléphone : **02/363.55.45** Fax : /

Courriel : **vergunningen@colruytgroup.com**

Personne morale 2

Dénomination ou raison sociale : **T&P HOME**

Forme juridique : **S.A.**

Adresse

Rue : **La Besace n° 14** boîte /

Code postal : **6852** Commune : **Our-Paliseul** Pays : **Belgique**

Téléphone : **061/53 11 11** Fax : /

Courriel : **info@thomas-piron.be**

Personne de contact

Nom : **Zeman** Prénom : **Vincent**

Qualité : **Project Manager**.....

Téléphone : **0486/33.36.99**.....Fax :

Courriel : **v.zeman@thomas-piron.eu**

b) Architecte

Architecte

Nom : **Pierard** Prénom : **Alexandre**

Dénomination ou raison sociale d'une personne morale : **Atelier d'Architecture DR(EA)2M**

Forme juridique : **SRL**

Qualité : **Administrateur**

Adresse

Rue : **Place Communale n° 28** boîte /

Code postal : **6230** Commune : **Pont-à-Celles** Pays : **Belgique**

Téléphone : **071/84.02.99** Fax : /

Courriel : **info@drea2m.be**

Le demandeur a reçu de son architecte l'attestation n° **21027000201154** délivrée le **12/11/2021**. par l'Ordre des Architectes pour le présent projet qui confirme que ce dernier est bien en droit d'exercer la profession. Le contenu de l'attestation est accessible sur le site www.archionweb.be – attestation.

Cadre 2 – Objet de la demande

Description succincte du projet :

Par travaux techniques, on entend :

- a) les travaux pour lesquels les techniques de l'ingénieur ont une part prépondérante tels que les ponts et tunnels, routes, places, parkings, voies ferrées, métro et tout transport à supports fixes, pistes des aéroports, ouvrages hydrauliques, barrages, canaux, ports et marines, captage des eaux, lignes électriques, pylônes, mâts, cabines de tête, éoliennes, turbines, gazoducs, oléoducs, pipe-lines, télécommunication ;)
- b) les travaux de génie rural ;
- c) les installations ou constructions dans la conception desquels les techniques de l'ingénieur ont une part prépondérante tels que les équipements de production, de stockage, de manutention, les bandes transporteuses, les portiques, les tuyauteries, les ponts roulants, les tours de stockage, les silos, les filtres extérieurs.

1. Description des infrastructures

1.1. Le réseau viaire

Dépourvu de réseau viaire, le projet prévoit la création d'un nouveau maillage carrossable reliant la rue du Pont Marion à la rue du Point du Jour et une liaison piétonne raccordant le nouveau quartier à la Chaussée de Thuin.

Ce nouvel axe a pour vocation de rendre accessible du foncier actuellement non mis en œuvre. Un dossier technique précis relatif à la voirie et liaison piétonne créées accompagne la présente demande de permis. cette voirie est conçue de manière à assurer l'accessibilité aux véhicules de secours et de services. Elle est aménagée en espace partagé de type 20 km/h (ou encore de type « zone résidentielle »). La liaison piétonne est, quant à elle, intégrée dans un parc public. Elle sera accessible aux personnes à mobilité réduite.

Au niveau des sens de circulation, un accès à double sens est privilégié entre les 2 voiries existantes.

Une placette avec un bassin de temporisation desservant 4 habitations est aussi aménagée du côté Est du site. Celle-ci sera aménagée dans la continuité de l'espace partagé et sera pourvue de 2 emplacements de stationnement.

1.2. La mobilité douce

Le type d'aménagement en espace partagé octroie la priorité aux usagers faibles sur l'ensemble des nouvelles voiries. De plus, les entrées sont « réhaussées » par rapport aux voiries existantes de manière à bien indiquer aux automobilistes qu'ils rentrent dans une nouvelle zone.

Une nouvelle liaison piétonne permet de relier la nouvelle voirie à la Chaussée de Thuin en traversant un parc public. Cette traversée est réalisée en béton brossé de manière à avoir un revêtement parfaitement utilisable pour tous les usagers. Des zones de repos et détente sont aménagées en dolomie le long de ce cheminement.

1.3. Réalisation d'un tourne à gauche

Au niveau de la chaussée de Thuin, un aménagement routier spécifique sera réalisé au niveau de la berme centrale. Un tourne à gauche et une bande de lancement seront réalisées en marquage routier. Cela entraîne l'allongement de la berme marquée existante.

Le tourne à gauche permet de desservir la nouvelle voirie menant au parking d'enseigne commerciale. La bande de lancement permettra de fluidifier le trafic sortant.

L'aménagement a été réalisé en concertation avec la DGO1.

1.4. Aménagement privé – habitations et immeubles à appartements

La totalité des habitations possède une zone d'avant-cours en gravier permettant le stationnement d'un ou 2 véhicules. Les plans présents en annexe identifient les différents emplacements.

1.5. Aménagement privé – zone commerciale

Aux abords de la surface commerciale, un parking de 149 emplacements est créé. Parmi celles-ci 21 seront mutualisées pour les immeubles à appartements situés Chaussée de Thuin. Les voies d'accès sont en hydrocarboné et les emplacements en dalles gazon.

Une clôture ceinture l'ensemble du site. 2 portails coulissants sont prévus du côté de la chaussée de Thuin. Une liaison piétonne accessible aux PMR's permet de relier le nouveau quartier à l'enseigne commerciale.

2. Les matériaux

La voirie sera composée en pavés de béton rectangulaire avec un filet d'eau central en béton. L'appareillage des pavés sera réalisé en épis afin de diminuer le bruit et assurer une plus grande résistance au trafic routier. Les éléments linéaires (bordures, bandes de contrebutage, ...) sont en béton préfabriqué.

La liaison piétonne est réalisée en dalle de béton discontinue brossée d'une épaisseur de 10cm. Les différentes coupes techniques annexées décrivent précisément le type d'éléments linéaires, les revêtements utilisés ainsi que leur pose.

L'ensemble des matériaux ainsi que la pose seront conformes aux Qualiroutes ainsi qu'aux différentes réglementations en vigueur lors de la réalisation du chantier.



Illustration de pavés de béton – appareillage en épis

Le stationnement en voirie sera réalisé en pavés de béton d'une teinte différente de la voirie. Un pavé de rive permettra de définir les emplacements.

Les zones de stationnement perpendiculaire à la voirie seront réalisées en dalles alvéolées en béton avec un engazonnement.

Une fondation drainante sera placée sous ces dernières.



Illustration de dalles gazon en béton

Comme le prévoit la réglementation sur les zones résidentielle, un « P » sera marqué au niveau de chaque emplacement afin de marquer ce dernier.

3. Milieu naturel et plantation

Une partie de la végétation existante le long du ruisseau est conservée. Il en va de même pour le chêne existant. Des mesures de protection au niveau du système racinaire et du tronc seront prises afin de limiter les dégâts pendant la période de chantier.

Outre les fosses de plantation prévues dans la voirie pour ceinturer les zones de stationnement ou simplement pour créer une zone d'évitement, le projet prévoit la création d'un parc public qui sera planté.

Les plantations en voirie sont composées d'arbres haute-tige d'alignement – essence *Acer freemanii* 'Autumn Blaze'. Cet arbre, d'une taille moyenne présente un port pyramidal qui ne s'étale pas, ce qui en fait un arbre parfait pour la voirie. Sa couleur automnale d'un rouge intense apportera une plus-value à l'espace public.

Dans le parc, différentes essences sont associées afin d'avoir une cohérence dans les différentes states et obtenir un lieu propice au repas et à la promenade.

On retrouve entre autres quelques *Betula utilis* 'Jacquemontii', *Fraxinus excelsior* et *Parrotia persica* comme arbres haute-tige. Pour la state arbustive, il s'agira d'un mélange de *Cornus* et d'*Euonymus* avec quelques *Abeliophyllum* et *Hamamelis*. Pour la strate herbacée, afin de limiter l'entretien du parc, il s'agira principalement de zones de pré-fleuri et d'espaces engazonnés.

Le parc regroupant aussi des zones de temporisation pour les eaux de ruissellement, des essences pour zone humides seront plantées dans ces noues.

Une mise en valeur du ruisseau et de ses berges sera réalisée en préservant une partie de la végétation actuelle et en l'agrémentant de plantations supplémentaires.

Afin d'accroître encore la biodiversité, la 3^e noue, située à l'arrière des lots 31 à 33 possédera une lame d'eau permanente. Une surprofondeur de 50cm et d'1m sera créée au fond de cette dernière. Une membrane perméable sera posée et des plantations aquatiques et semi-aquatiques seront plantées.

Une clôture en bois de châtaignier sera placée pour ceinturer les noues paysagères. Ceux-ci seront néanmoins accessible en cas d'intervention. De plus, une signalétique décrivant le milieu sera placée.

Au niveau de la zone de stationnement privée, des plantations sont prévues afin d'intégrer cette dernière. Il est ainsi prévu différents massifs de plantation ayant pour objectif de créer un mur végétal au niveau du voisinage. A l'intérieur du parking, des arbres haute-tige sont prévu entre les zones de stationnement.

Une planche spécifique pour les plantations est annexée à la présente demande.

4. Les réseaux

4.1. Les impétrants

Dans le cadre de la demande de permis d'urbanisme, des premiers contacts ont été pris avec les différents gestionnaires de réseau afin de les informer du projet.

Pour Ores notamment, il a été question de l'implantation d'une future cabine électrique.

L'emplacement a été défini en concertation avec leur service.

Au vu de cet aménagement et afin de limiter les réparations sur les revêtements de voirie, il a été convenu de réaliser de part et d'autre de la voirie une bande d'1,00m appartenant au domaine public ou seront implantés toutes les installations des différents gestionnaires de réseau.

Cette bande sera ensuite aménagée par le futur acquéreur du terrain jouxtant cette bande. Les poteaux d'éclairage, cavettes ou autres armoires techniques seront situées dans cette bande.

Une proposition d'implantation d'éclairage sur mât est intégrée à la demande de permis. Celle-ci comprend 2 types de luminaires. Le premier, d'une hauteur de feu de 6.00m, est utilisé pour éclairer la voirie et le second, plus bas (4m) sera utilisé pour l'éclairage de la liaison piétonne dans le parc. Ces éléments devront être validés par le gestionnaire de réseau pendant la phase de viabilisation du site. L'ensemble de l'éclairage sera conforme aux prescriptions du gestionnaire.

4.2. La gestion des eaux

Le projet prévoit la création d'un nouveau réseau séparatif avec 2 antennes par habitations pour les raccordements particuliers.

4.2.1. Gestion des eaux usées

Les eaux usées issues des habitations seront reprises par un raccordement particulier au niveau de chaque entité et connectées sur le nouveau réseau EU.



Ce réseau est raccordé sur la rue du Pont Marion. Le dimensionnement du tuyau a été calculé sur base du nombre d'Equivalents Habitants (EH).

- 1 immeuble de 7 appartements : $7 \times 4 \text{ EH} = 28 \text{ EH}$

- 45 habitations unifamiliales : $45 \times 4 \text{EH} = 180 \text{ EH}$

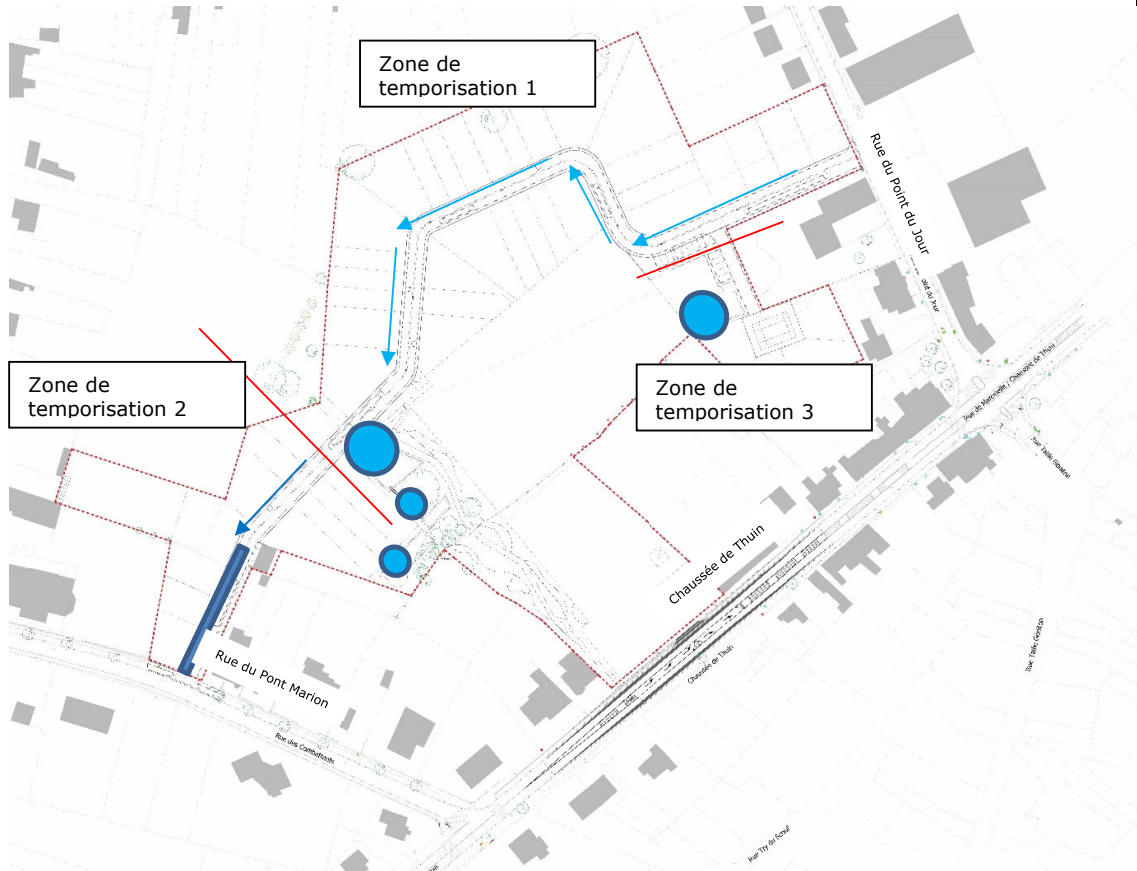
En considérant une consommation journalière de 180l/j/EH, ramené sur 18h et multiplié par 4 pour obtenir le débit de pointe. Le débit total est de $((208EH * 180l/j/EH) / 64.800s) * 4 = 2,31l/s$

La capacité des tuyaux PVC orange Ø 315mm SDR 34 avec une pente de 1% et un taux de remplissage de 75% est d'environ : 85,90 l/sec. Le diamètre proposé DN 315mm est largement suffisant pour reprendre les EU de cette partie

Au vu du faible débit calculé, le tuyau présent dans la rue du Pont Marion (DN500mm béton – débit possible 0,68m³/s avec la pente de 3% calculée) ne devrait que très légèrement être impacté par ce rejet supplémentaire. De plus, le projet se situe en début de réseau, le risque de mise en charge du tronçon est quasiment nul.

4.2.2. Gestion des eaux de ruissellement de la voirie

Les eaux de ruissellement de la voirie sera récoltée via des avaloirs dans un réseau spécifique. Celui-ci est séparé en 3 parties comme le montre le schéma ci-dessous. L'ensemble des eaux est ensuite temporisé via différents ouvrages d'art.



Afin de dimensionner ces ouvrages d'art, des essais de percolation ont été réalisées par un laboratoire. Les conclusions sont que les tests d'infiltration réalisés entre 0,70m et 1,00m de profondeur indiquent que la perméabilité des sols est très faible, et sous le seuil des 1×10^{-6} m/s.

Dès lors, en vertu des textes réglementaires du Code de l'Eau, un rejet des eaux dans une voies artificielle d'écoulement ou dans une eau de surface ordinaire peut être envisagé.

En l'absence de tels exutoires, un raccordement à un égouttage public peut être autorisé.

Pour la zone de temporisation n°1 reprenant +/- 75% du projet, le stockage des eaux de ruissellement est prévu sous la forme de 3 noues aménagées de manière paysagère dans le parc.

Le dimensionnement a été réalisé en tenant compte des prescriptions du GTI « dimensionnement des ouvrages d'art » avec une pluie ayant un retour de 25 ans et un débit de fuite de 5l/s/ha.

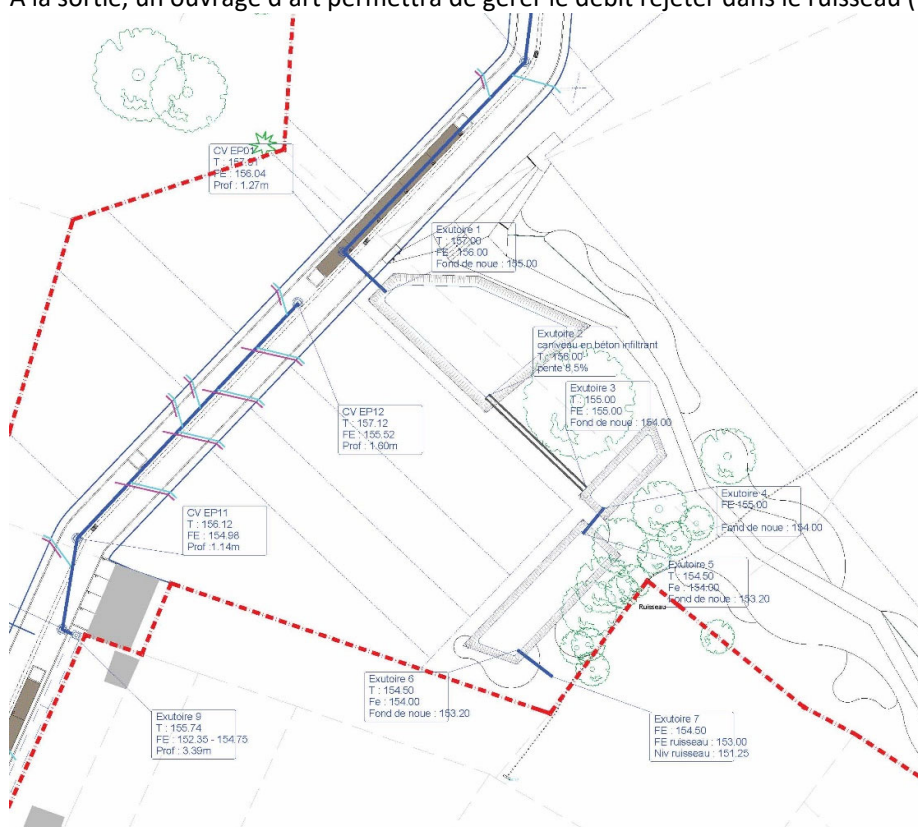
Les eaux reprises sont issues des voiries, des avant cours, des jardins et des noues

Le volume a été calculé en prenant en compte les mauvais résultats de test. Ainsi les coefficients ont été adaptés. De plus, le débit de fuite des citernes de temporisation (0,5l/s) a aussi été comptabilisé dans le dimensionnement de l'ouvrage.

Le volume à reprendre serait de 397,20m³.

Le volume cumulé des ouvrages d'art est de 403m³ réparti en 273m³ pour la Noue 1, 45m³ pour la Noue 2 et 85m³ pour la Noue 3.

A la sortie, un ouvrage d'art permettra de gérer le débit rejeter dans le ruisseau (7,61l/s).



Pour la seconde zone de temporisation, située entre le parc et la rue du Pont Marion, la réalisation d'un bassin enterré situé dans l'accotement de la voirie permet de stocker 114,09m³ pour un volume de rétention estimé à 112,3m³.

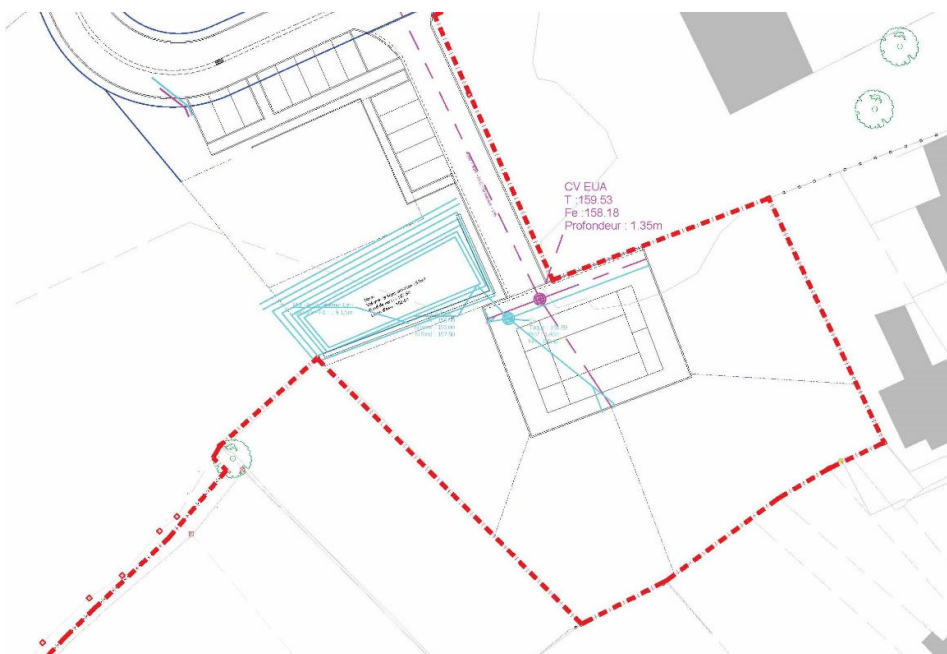
Le bassin enterré sera réalisé en Structure Alvéolée Ultra Légère. Cette structure servira aussi de réseau d'écoulement en reprenant les raccordements issus des habitations et des avaloirs.

Au bout du bassin, une chambre de visite sera réalisée pour accueillir le limiteur de débit (1,72l/s) et pour raccorder le réseau à l'égouttage existant.



Différents plans et profils sont joints au présent dossier pour illustrer la gestion des eaux de ruissellement.

Pour la 3^e zone, composée d'une voirie et d'une placette, les eaux seront temporisées de manière indépendante dans une noue aménagée à proximité de la placette.



Cette noue peut temporiser 63,5m³ pour un volume théorique de 55,4m³. A noter que pour limiter la profondeur de cette dernière et permettre le raccordement des habitations, l'utilisation de citernes à temporisation sera interdite. Le dimensionnement tient donc compte de cette absence.

4.2.3. Gestion des eaux de pluie privée.

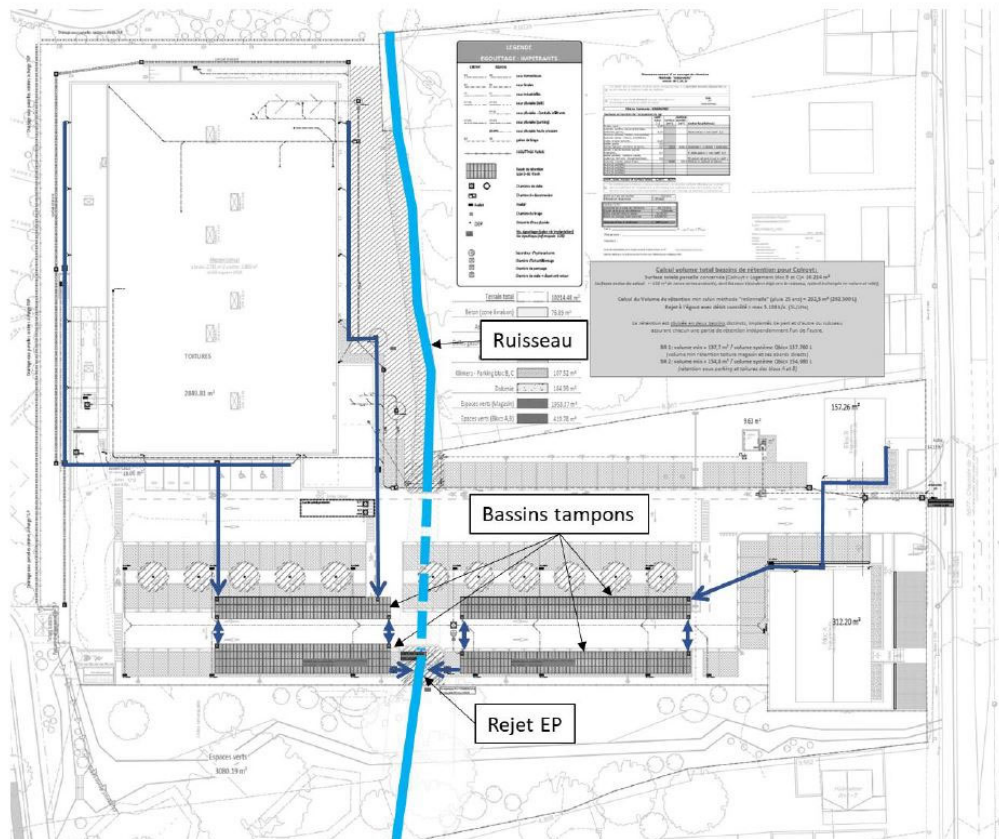
En amont du réseau, l'ensemble des eaux issues des parcelles privées sera temporisé dans des citernes de temporisation (10m³ dont 5m³ de temporisation). Seul le débit de fuite (0,5l/s) et le trop plein seront repris dans le réseau d'eau de pluie.

Ce schéma est aussi valable pour les immeubles à appartements.

4.2.4. Gestion des eaux de pluie issues de la surface commerciale

Une note spécifique pour le dimensionnement des différents ouvrages de temporisation des eaux de la surface commerciale est jointe à la présente demande.

Il est prévu de créer 4 bassins enterrés situés sous le parking pour un volume cumulé d'environ 290m³ (chiffres présents dans la note hydro). Le rejet se fera dans le ruisseau.



4.2.5. Gestion des drains existants

Au cours de différentes réunions, il a été fait mention de la présence de drains dans le terrain. Le demandeur reprendra les drains traversants le projet découvert lors des travaux de terrassement. Suivant la nature des eaux récoltées le drain sera soit raccordé sur le réseau EU ou, si possible conservé et renvoyé dans le ruisseau s'il s'agit d'eau de pluie.

Si la mise en œuvre du projet est souhaitée par phases, la description de ce phasage :
Voir annexe 4.

Cadre 3 - Coordonnées d'implantation du projet

Rue : **Chaussée de Thuin, Rue du Point du Jour et Rue du Longtry** n°Commune : **Mont-sur-Marchienne**

Liste des parcelles cadastrales concernées par la demande

Si le projet concerne plus de cinq parcelles, joindre une vue en plan reprenant l'ensemble des parcelles

	Commune	Division	Section	N° et exposant	Propriétaire
Parcelle 1	Charleroi	13	C	223 H 2	COLIM sa
Parcelle 2	Charleroi	13	C	237 N	COLIM sa
Parcelle 3	Charleroi	13	C	238 R	COLIM sa
Parcelle 4	Charleroi	13	C	238 E2	COLIM sa
Parcelle 5	Charleroi	13	C	245 E	COLIM sa
Parcelle 6	Charleroi	13	C	260 E	COLIM sa
Parcelle 7	Charleroi	13	C	265 F	COLIM sa
Parcelle 8	Charleroi	13	C	270 H	GILLAIN-HENRI
Parcelle 9	Charleroi	13	C	270 N	GILLAIN-HENRI
Parcelle 10	Charleroi	13	C	270 M	T&P Home

Existence de servitudes et autres droits :

Non

Oui :

Cadre 4 - Antécédents de la demande

- ~~Certificat d'urbanisme n°1 délivré le..... à~~
- ~~Certificat d'urbanisme n° 2 délivré le..... à~~
- ~~Autres permis relatifs au bien (urbanisme, urbanisation, environnement, unique, implantation commerciale, intégré, ...) :~~

Permis d'urbanisation... SPW-DGO4 : F0411/52011/LAP3/2008.8 couvrant les parcelles à front de la rue du Point du Jour

Cadre 5 - Situation juridique du bien

Liste des documents du CoDT qui s'appliquent au bien et précision du zonage

- Schéma de développement territorial si application de l'article D.II.16 du CoDT :
- Plan de secteur : **Zone d'habitat**
- Carte d'affectation des sols : **Sans objet**
- Schéma de développement pluricommunal : **Sans objet**
- Schéma de développement communal : **Sans objet**
- Schéma d'orientation local : **Sans objet**
- Guide communal d'urbanisme : **Sans objet**
- Guide régional d'urbanisme : **Sans objet**

Si le projet est soumis aux normes relatives à la qualité acoustique des constructions, dont celles situées dans les zones B, C et D des plans de développement à long terme des aéroports régionaux, joindre le formulaire Dn. »

- Permis d'urbanisation :..... **permis de lotir existant à front de la rue du Point du Jour (ref SPW-DGO4 : F0411/52011/LAP3/2008.8) Lots n : 4, 5 et 6 tel que repris au plan de lotissement**



Extrait de la carte des permis d'urbanisation et lotissements (source: WalonMap)

- ~~Bien comportant un arbre — arbuste — une haie remarquable~~
- ~~Bien soumis à la taxation des bénéfices résultant de la planification~~
- ~~Site à réaménager, site de réhabilitation paysagère et environnementale, périmètre de remembrement urbain, de rénovation urbaine, de revitalisation urbaine, zone d'initiative privilégiée : ...~~

Pour la région de langue française, en application du Code wallon du Patrimoine

- ~~site site archéologique monument ensemble architectural inscrit sur la liste de sauvegarde~~
- ~~site site archéologique monument ensemble architectural classé~~
- ~~site site archéologique monument ensemble architectural soumis provisoirement aux effets du classement~~
- ~~site site archéologique monument ensemble architectural figurant sur la liste du patrimoine immobilier exceptionnel~~
- ~~zone de protection~~
- ~~bien repris pastillé à l'inventaire régional du patrimoine~~
- ~~bien relevant du petit patrimoine populaire qui bénéficie ou a bénéficié de l'intervention financière de la Région~~
- ~~bien repris à l'inventaire communal~~
- ~~bien visé à la carte archéologique pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification de la structure portante d'un bâtiment antérieur au XX^e siècle~~
- ~~bien visé à la carte archéologique, pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification du sol ou du sous-sol du bien~~
- ~~bien visé par un projet dont la superficie de construction et d'aménagement des abords est égale ou supérieure à un hectare~~

Cadre 6 – Liste et motivation des dérogations et écarts

Lorsque la demande implique une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme, ou un écart à un schéma, à une carte d'affectation des sols, aux indications d'un guide d'urbanisme, ou au permis d'urbanisation, la justification du respect des conditions fixées par les articles D.IV.5 à D.IV.13. du CoDT :

Voir annexe 4

Cadre 7 - Code de l'Environnement

La demande comporte (joindre en annexe):

~~Une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement~~

Une étude d'incidences sur l'environnement

Cadre 8 – Décret relatif à la gestion des sols

Vérifier les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens du décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Joindre en annexe le formulaire, dûment complété et accompagné des documents requis, tel que visé en annexe 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Cadre 9 - Décret relatif à la voirie communale : création, modification ou suppression de voirie(s) communale(s)

☒ ~~Non~~

☐ Oui : description succincte des travaux :

Il s'agit de l'objet de la demande, la création d'une nouvelle voirie équipée reliant la rue du Pont Marion à la rue du Point du jour. Cette voirie sera réalisée sous la forme d'un espace partagé (zone résidentielle). Elle créera un nouveau maillage viaire permettant la création de nouveaux logements.

Un parc public sera aussi créé et rétrocédé.

Joindre en annexe le contenu prévu par l'article 11 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ou l'autorisation définitive en la matière

Cadre 10 – Formulaire statistique

Respecter la législation fédérale en matière de formulaire statistique

Cadre 11 – Réunion de projet

La demande comporte (joindre en annexe) :

- Le procès-verbal non décisionnel de la réunion lorsqu'une réunion de projet a été réalisée
- La preuve de la demande d'une réunion de projet obligatoire en vertu du CoDT, si cette réunion de projet a été sollicitée et qu'elle ne s'est pas tenue dans les 20 jours de la demande

Cadre 12 - Annexes à fournir

La liste des documents à déposer en quatre exemplaires (+1 exemplaire par avis à solliciter) est la suivante :

- ☒ le projet comprenant :
 - ☒ le tracé et les coupes longitudinales et transversales, figurant :
 - ☒ l'indication des chemins publics avec indication de leur dénomination, de leur largeur dans un rayon de cinquante mètres de chacune des limites de la parcelle ;
 - ☒ les limites cotées du terrain ;
 - ☒ les courbes de niveau des coupes de terrain actuelles et projetées ;
 - ☒ l'implantation, le genre ou la destination des bâtiments voisins dans un rayon de cinquante mètres de chacune des limites de la parcelle ;
 - ☒ l'implantation des bâtiments, existant sur la parcelle, à maintenir ou à démolir ;
 - ☒ l'emplacement des arbres à haute tige à maintenir ou à abattre ;
 - ☐ les vues des différents peuplements éventuels ;
 - ☒ la vue en plan et les profils en long sont établis à l'échelle de 1/200^e, ou 1/1000^e ou 1/5.000^e ;
 - ☒ les profils en travers, sont établis à l'échelle de 1/100^e ou 1/50^e ;
 - ☒ l'avis des impétrants concernés sur la faisabilité technique du projet ;
- ☒ un reportage photographique en couleurs qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet et qui contient des photos en couleurs, des parcelles et des propriétés contiguës et voisines, ainsi que l'aspect général de la zone avec indication des différents endroits de prise de vue sur le plan de situation ;
- ☒ un plan de situation comportant l'orientation établi à l'échelle de 1/5.000^e ou 1/10.000^e ;
- ☒ le cas échéant, un plan général de chaque tronçon de voirie.

Les plans sont numérotés et pliés au format standard de 21 sur 29,7centimètres.

Cadre 13 - Signatures

Je m'engage à solliciter les autorisations ou permis imposés, le cas échéant, par d'autres lois, décrets ou règlements.

Signature du demandeur ou du mandataire

**Pour Colim,
Hamelrijckx Frank
Responsable du département immobilier**



**Pour T&P Home
François Piron
Administrateur Délégué**



Extrait du Code du Développement Territorial

Art. D.IV.33

Dans les vingt jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 :

1° si la demande est complète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué envoie un accusé de réception au demandeur. Il en envoie une copie à son auteur de projet;

2° si la demande est incomplète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué adresse au demandeur, par envoi, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Il en envoie une copie à son auteur de projet. Le demandeur dispose d'un délai de 180 jours pour compléter la demande; à défaut, la demande est déclarée irrecevable. Toute demande qualifiée d'incomplète à deux reprises est déclarée irrecevable.

Lorsque le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie si le demandeur adresse au fonctionnaire délégué une copie du dossier de demande qu'il a initialement adressé au collège communal, ainsi que la preuve de l'envoi ou du récépissé visé à l'article D.IV.32. Le demandeur en avertit simultanément le collège communal. À défaut d'envoi de son dossier au fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 visés à l'article D.IV.32, la demande est irrecevable. Lorsque, dans le même délai de trente jours, le collège communal n'a pas informé par envoi le fonctionnaire délégué du délai dans lequel la décision du collège communal est envoyée, le fonctionnaire délégué détermine lui-même ce délai sur base du dossier et des consultations obligatoires. Ce délai s'impose au collège communal, qui en est averti par envoi.

Lorsque le fonctionnaire délégué n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie.

Art. R.IV.26-1

(...)

Lorsque la demande de permis couvre des objets distincts qui nécessitent des formulaires différents, ceux-ci sont annexés au dossier et forment une seule demande de permis.

Art. R.IV.26-3

Moyennant accord préalable de l'autorité compétente ou de la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou du fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16, le demandeur peut produire les plans à une autre échelle que celles arrêtées.

À titre exceptionnel, l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut solliciter la production de documents complémentaires si ceux-ci sont indispensables à la compréhension du projet. Ces documents complémentaires sont mentionnés dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°.

Le nombre d'exemplaires à fournir est fixé dans les annexes 4 à 11 visées à l'article R.IV.26-1.

Les communes peuvent adapter les annexes 4 à 11 dans le cadre de l'application de la réglementation relative à la protection des données personnelles qui les concerne et pour cette seule fin, et ajouter au formulaire adapté le nom de la commune et son logo.

Lorsque l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 sollicite des exemplaires supplémentaires auprès du demandeur, elle le mentionne dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°. Le nombre de ces exemplaires complémentaires ne peut dépasser celui des avis à solliciter.

L'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut inviter le demandeur à communiquer l'exemplaire supplémentaire sur support informatique en précisant le format du fichier y relatif.

Protection des données

L'exigence de fourniture de données à caractère personnel a un caractère réglementaire.

Conformément à la réglementation en matière de protection des données et au Code du développement territorial (CoDT), les informations personnelles communiquées ne seront utilisées par la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie du Service public de Wallonie, si la demande est introduite auprès d'un fonctionnaire délégué, ou par la commune, si la demande est introduite auprès d'une commune, qu'en vue d'assurer le suivi de votre dossier.

Ces données ne seront communiquées qu'aux autorités, instances, commissions et services prévus dans le CoDT, et particulièrement son livre IV. Le SPW ou la commune peut également communiquer vos données personnelles à des tiers si la loi l'y oblige ou si le SPW ou la commune estime de bonne foi qu'une telle divulgation est raisonnablement nécessaire pour se conformer à une procédure légale, pour les besoins d'une procédure judiciaire.

Ces données ne seront ni vendues ni utilisées à des fins de marketing.

Elles seront conservées aussi longtemps que le permis ou le certificat d'urbanisme est valide. Pour les permis ou certificats d'urbanisme périmés, les données électroniques seront conservées sous une forme minimisée permettant au SPW ou à la commune de savoir qu'un permis ou certificat d'urbanisme vous a été attribué et qu'il est périmé.

Si la demande est introduite auprès d'un fonctionnaire délégué :

Vous pouvez gratuitement rectifier vos données ou en limiter le traitement auprès du fonctionnaire délégué.

Sur demande via un formulaire disponible sur l'ABC des démarches du Portail de la Wallonie, vous pouvez gratuitement avoir accès à vos données ou obtenir de l'information sur un traitement qui vous concerne. Le Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie en assurera le suivi.

Monsieur Thomas Leroy

Fonction : Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie

E-mail : dpo@spw.wallonie.be

Pour plus d'informations sur la protection des données à caractère personnel au SPW, rendez-vous sur l'ABC des démarches du Portail de la Wallonie.

Si la demande est introduite auprès d'une commune :

Vous pouvez gratuitement rectifier vos données ou en limiter le traitement auprès de la commune.

Vous pouvez gratuitement avoir accès à vos données ou obtenir de l'information sur un traitement qui vous concerne en contactant le responsable du traitement, le Délégué à la protection des données (ou Data Protection Officer- DPO) via courriel à l'adresse suivante : dpo@charleroi.be ou à l'adresse postale suivante :.

VILLE DE CHARLEROI

A l'attention du délégué à la Protection des Données

Place Charles II

6000 Charleroi

Enfin, si dans le mois de votre demande, vous n'avez aucune réaction du SPW lorsque la demande est introduite auprès du fonctionnaire délégué, ou de la commune lorsque la demande est introduite auprès de la commune, vous pouvez introduire une réclamation sur le site internet de l'Autorité de protection des données (APD) : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/> ou contacter l'Autorité de protection des données pour introduire une réclamation à l'adresse suivante : 35, Rue de la Presse à 1000 Bruxelles ou via l'adresse courriel : contact@apd-gba.be